ISSN 0024-7650

l'éditorial d'Arlette Laguiller
p 3

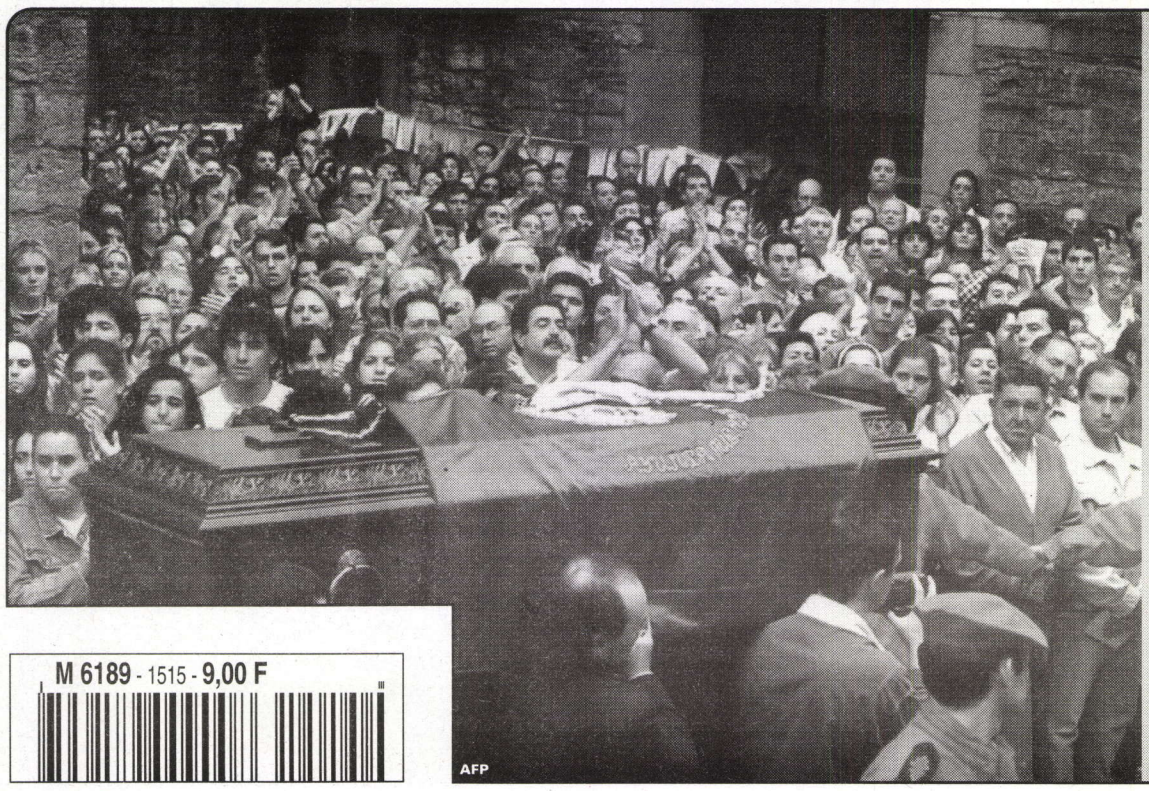
Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

lutte ouvrière

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1515 - 18 juillet 1997 - prix : 9 F

LES TRAVAILLEURS NE PÈSERONT SUR LE GOUVERNEMENT QU'EN LUTTANT CONTRE LES PATRONS



AFP

ETA :

l'impasse sanglante du terrorisme

pages 6 et 7

M 6189 - 1515 - 9,00 F

SOMMAIRE

Politiciens

4 – Thomson : privatisation ou pas ?

– Des trous dans les transmissions d'archives

Tribune

4 – L'État est au service du capital privé

Leur société

5 – Freiner les licenciements ou remettre en cause le système des préretraites ?

– Des mal-logés en lutte contre la mairie de Paris

– La Hague : rien dans la Manche ?

Dans le monde

6 – Pourquoi l'ETA a tué Miguel Angel Blanco

7 – ETA : l'impasse sanglante du terrorisme

8 – Mexique :
• Le déclin du PRI
• Un pays dévasté par la crise

12 – Bosnie : la chasse aux criminels de guerre et l'Hypocrisie des occidentaux

– Albanie : élections et interventions «humanitaires»

Transports

9 – La SNCF et les mesures de Gayssot

Dans les entreprises

10 – ETG (ex-Chausson) Gennevilliers (Hauts-de-Seine)

– SEPA Lunéville

11 – Alcatel (région d'Alès)

– Hôpital Esquirol (Limoges)

Lire

11 – *TF1, un pouvoir*, de P. Péan et C. Nick

La note de Juppé à Jospin

ET REVOILÀ LE PRÉTEXTE DES DÉFICITS PUBLICS !

Le 3 juin dernier, lors de la passation de pouvoir entre Juppé et Jospin, le sortant avait remis au nouveau Premier ministre une «note» envisageant un dérapage des déficits publics estimé à 3,6 % du produit intérieur brut. Juppé estimait même qu'en 1998, le dérapage pourrait aller jusqu'à 4 %.

Vendredi 11 juillet, plusieurs journaux publiaient cette note confidentielle. Dans un premier temps, Jospin a trouvé «*peu républicain*» cette publication. Il préfère, en effet, le secret des tête-à-tête entre ministres.

Ensuite, ses amis politiques s'en sont servis pour expliquer que Juppé avait menti puisqu'il avait expliqué pendant la campagne électorale que «*les déficits étaient en bonne voie de résorption*». De son côté, la droite s'en sert maintenant pour dire qu'il n'y a plus besoin d'audit du pays, puisque la note montre que de nouveaux déficits se profilent à l'horizon et que sans un nouveau plan d'austérité il n'y a pas de salut.

À gauche comme à droite, on nous répète, on nous rabâche à longueur de discours que l'économie est menacée par les déficits publics et qu'il faut les résorber. Chirac vient de nous resservir cette rengaine lors de ses vœux du 14 juillet et d'expliquer doctement qu'un pays ne peut vivre au-dessus de ses moyens.

À l'entendre, «on» se serait gobergé pendant des années et ce serait maintenant le temps de la rigueur. Mais il reste à savoir qui est «on» ? Qui a profité des pseudo-bonnes années, sources des déficits ? Certainement pas les travailleurs qui ont vu l'emploi disparaître comme une peau de chagrin tandis que les salaires étaient gelés.

Ceux qui en ont profité, ce sont les riches, les possédants, qui ont reçu de l'État quelque 150 à 200 milliards distribués, bon an, mal an, au grand patronat, et cela sans pour autant créer d'emplois et améliorer la vie de la collectivité. Il suffirait de prendre une petite portion des 1 200 milliards de profits qui se réalisent chaque année pour effacer l'ardoise du déficit public.

Et ce serait la moindre des justices que les vrais fauteurs de déficits, possédants, actionnaires, grandes fortunes, remboursent ce qu'ils ont détourné !

J. F.

AFP

Passation officielle de pouvoir le 3 juin. La «note» était déjà dans une poche...

L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS RECONNAÎT LES SIENS

Parmi les premières mesures du nouveau ministre de la Défense du gouvernement Jospin : la promotion du colonel Jean-Claude Mantion au rang de général deux étoiles.

Ce nom n'est pas connu du public en France, et c'est en somme normal puisque le colonel en question est un officier des services secrets. Il fait partie de ce club d'agents de l'impérialisme français qui ont avant tout l'Afrique noire comme terrain d'action, y faisant souvent la pluie et le beau temps, indépendances ou pas, depuis le temps des colonies. Ils n'ont pas forcément des titres officiels, se parent parfois du label de «coopérants» et sont très discrets sur les écrans de télévision. Mais les David Dacko ou Kolingba qui ont sévi à l'ombre de Mantion en Centrafrique, ou Bongo au Gabon – où la distinction entre les messieurs de Elf et ceux de l'État n'est pas forcément claire – ou encore feu Habyarimana au Rwanda, avec leurs «hommes de l'ombre» français, les connaissent, eux. Et ils savent que c'est par de tels truchements spéciaux et peu reluisants, souvent placés à la tête de leurs gardes présidentielles d'ailleurs, que passe pour une bonne part le «rayonnement de la France» – quand ce n'est pas à travers l'«action» de mercenaires à la Bob Denard.

Comme le reconnaissent leurs commanditaires à Paris, «socialistes» ou pas, qui savent distinguer les services rendus à l'impérialisme.

C. L. G.

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyste) – membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste Internationaliste qui édite *Lutte Ouvrière*, nom sous lequel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de Lutte Ouvrière, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en ex-URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'État de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique de tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE – B.P. 233 – 75865 PARIS CEDEX 18 – FRANCE

La Société d'Éditions de Lutte Ouvrière – BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 – est une SARL au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 11 000 exemplaires. Composition : [Et Associés]. Impression : Roto de l'Ile-de-France, 3 rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil – 0148142165. Commission paritaire des publications n° 64 995.

SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE ! Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière, et à envoyer à : LUTTE OUVRIÈRE – BP 233 – 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti «Lutte Ouvrière» conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 100 F consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
– Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
– Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....

PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

.....

CODE POSTAL et VILLE : .....

.....

COMPLÉMENT D'ADRESSE : .....

.....

Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIÈRE – LUTTE DE CLASSE,** pour une durée de :

.....

(rayer la mention inutile).

Ci-joint la somme de : .....

Règlement :

– par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,

– par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R – PARIS.

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

EN REVENANT DE LA REVUE

De la revue, Chirac l'était vraiment lors de son interview télévisée du 14 juillet pour dire si, oui ou non, il regrettait la dissolution et les nouvelles élections.

Pour une réponse préparée à l'avance, elle n'était pas terrible ! En substance, Chirac a répondu que si l'ancienne majorité était restée au pouvoir, elle aurait rétabli la situation mais que la population ne l'aurait pas vu et que seuls les sacrifices auraient été perçus. Sous entendu, l'électorat peu reconnaissant n'aurait, de toute façon, pas donné la victoire à la majorité sortante. Alors, autant que ce soit le gouvernement Jospin qui se discrédite !

Chirac a tourné autour du pot pendant la moitié de son interview pour dire cela. Par contre, il s'est refusé à juger Jospin, attendant, a-t-il dit, que celui-ci se décide à agir. Dans quel sens ? Sûrement pas dans celui qu'attendent les travailleurs et l'immense majorité de la population laborieuse !

Il est vrai qu'on ne pourrait juger Jospin, pour le moment, que sur des discours, sur l'absence d'engagements réels et sur la politique des gouvernements socialistes du passé.

Évidemment des travailleurs pensent qu'il faut lui donner le temps, que de toute façon le peu qu'il fera, la droite ne l'aurait pas fait et que ce sera toujours ça de pris. D'autres, plus proches du Parti Communiste, font moins confiance à Jospin et disent, à la suite de certains responsables du PC, qu'il faudra faire pression sur ce gouvernement, qu'il faudrait que le peuple – ils disent « *les citoyens* » – s'exprime. Ils ajoutent qu'il faut que le gouvernement entende les critiques afin que les ministres communistes aient plus de poids au sein du gouvernement pour défendre les travailleurs. Soit ! On peut dire les choses comme cela.

S'exprimer et faire pression, pourquoi pas ? Plus il y aura de travailleurs à le faire, mieux ce sera. Mais sans se faire d'illusions sur ce que le gouvernement fera spontanément pour eux, s'ils ne veulent pas être déçus par la suite.

Et le meilleur moyen de ne pas être déçus c'est d'essayer de changer les choses, c'est-à-dire de discuter comment faire pression, ou comment aider les ministres communistes, comme on voudra le dire, mais en tout cas comment agir pour changer la situation sociale.

Chacun sait que, même si le gouvernement voulait prendre des mesures capables de changer réellement, de façon sensible, le sort de la population, c'est-à-dire créer, par exemple, un million ou deux d'emplois et pas 2000, ou empêcher les licenciements massifs, voire de rétablir une sécurité sociale réelle ou d'augmenter tous les salaires, il faudrait qu'il s'attaque aux puissances d'argent, au grand patronat, aux spéculateurs en tout genre.

Pourra-t-il le faire simplement par des lois ou des décrets ? Ceux qui le disent nous mentent. On l'a vu à Vilvorde, on le voit à Moulinex, à Akaï ou à Peugeot. Ce sont ceux qui détiennent l'argent et les capitaux qui dirigent et commandent.

Alors c'est sur ces gens-là qu'il faudra faire pression.

Et la pression qu'ils peuvent craindre, ne peut venir que des travailleurs. Elle ne peut venir que de la mobilisation des travailleurs utilisant les armes classiques du monde du travail : les grèves, les occupations d'usine, les manifestations de rues. Voyez ce que font ceux qui veulent réellement se faire entendre : c'est comme cela qu'on aidera le gouvernement, pour ceux qui pensent qu'il suffit de l'aider, ou qu'on l'obligera à agir, pour ceux qui, comme nous, sont persuadés que c'est cela qu'il faudra faire.

Et dans les assemblées de travailleurs, dans les rencontres dites « citoyennes » organisées par le Parti Communiste, c'est de cela que nous devrons discuter : comment agir, avec quelle préparation et quels moyens. Il ne sert à rien de tout critiquer ou de faire aveuglément confiance, si c'est pour se retrouver déçus et démoralisés, plus tard. Et, pire, pour que beaucoup se retrouvent, aigris, dans les bras ou sous la coupe de Le Pen.

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment dorénavant chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

TRIBUNE

L'ETAT EST AU SERVICE DU CAPITAL PRIVÉ

Évoquant le matin même la parade militaire du 14 juillet, un journaliste de France Inter constatait : 270 milliards défileront sur les Champs Elysées. On ne s'est effectivement pas privé de nous vanter les chars Leclerc à 35 millions pièce et au double avec leur équipement, les avions de surveillance Awacs bourrés d'électronique valant des milliards, les « Mirage » qui seront bientôt remplacés par des « Rafale » encore bien plus chers, pour le plus grand bonheur de Dassault, etc.

Non ce n'est pas parce qu'il n'y a plus d'ennemis à l'Est qu'il n'y a plus de quoi les ratatiner. Ah mais ! Ce n'est pas parce que le budget est en déficit, qu'il faut arrêter de dépenser près de 200 milliards par an pour l'armée !

Parce que si l'État arrêtait les dépenses militaires, ça ferait encore plus de chômage ? Vaste blague ! En payant les ouvriers même à ne rien faire – on le fait bien pour les militaires – on économiserait encore des milliards qui pourraient servir à autre chose. Et pourquoi ne pourrait-on pas utiliser les énergies ainsi libérées à des activités utiles à la population ? N'y aurait-il pas besoin de monde dans les hôpitaux, dans les transports publics, dans l'enseignement ? Mais l'armement c'est tellement utile pour engraisser les capitalistes.

C'est en invoquant la nécessité pour l'État de garder la haute main sur l'armement que Jospin vient de décider de faire un trait sur le projet de vendre Thomson, de son prédécesseur Juppé. Mais ça ne signifie pas pour autant qu'il va décevoir tous les capitalistes privés. Jospin va sûrement décevoir Matra-Lagardère, mais il va faire plaisir à Dassault, Alcatel et Aérospatiale avec qui il veut « constituer un pôle français d'électronique et de défense ». Thomson en se regroupant avec eux deviendrait ainsi minoritaire dans une nouvelle société. L'argent de l'État comme ses moyens industriels continueront donc sous une autre forme à servir le capital privé.

Alors privatisation ou nationalisation ? Qu'est-ce que ça change si dans un cas comme dans l'autre c'est pour servir le capital privé ? Qu'est-ce que ça change si dans un cas comme dans l'autre, État-patron ou patron tout court, c'est la même politique à l'égard des travailleurs de licenciements, de précarité, de réduction des salaires ?

Renault dans lequel l'État et les représentants syndicaux détiennent 9 sièges sur 15 au conseil d'administration, a maintenu la fermeture de Vilvorde et la suppression de 3 000 emplois par an en France. Renault, avant même que l'État avec aujourd'hui 46 % des actions soit devenu minoritaire au capital de la société, a supprimé ces 15 dernières années des dizaines de milliers d'emplois et réduit son effectif de moitié tout en augmentant la production. Quant à Thomson, c'est dans les mêmes proportions qu'il a supprimé des emplois, tout en restant nationalisé. Et on pourrait passer comme ça en revue toutes les entreprises dont l'État est le patron pour en arriver au même constat.

C'est vrai qu'il est choquant de voir que les entreprises les plus profitables qui appartiennent à l'État soient bradées au capital privé, et nous ne pouvons qu'y être opposés. Mais l'État appartient aux plus riches, pas à la population tout entière. Et ce n'est pas parce que Jospin ne vend pas maintenant tout le capital de Thomson, qu'il ne va pas le privatiser partiellement ou encore privatiser tout ou partie de France Télécom. Ce qui le guidera ne sera pas, de toutes façons, la défense des intérêts des travailleurs.

Nous ne serons pas défendus contre les licenciements par un statut de « nationalisé », dont on peut voir qu'il n'empêche pas la précarité dans les entreprises publiques. Nous ne le serons, dans le public comme dans le privé, que si nous les interdisons aux patrons et à l'État-patron, par notre lutte. Nous ne ferons reculer le chômage qu'en contrôlant où vont les profits et où vont les fonds de l'État, en imposant aux patrons et à l'État de les utiliser à ce qui sert les travailleurs, la population, et non pas à grossir la fortune d'une minorité de privilégiés.

Éditorial des bulletins d'entreprise de la minorité du 15 juillet 1997

Politiciens

Privatisation de Thomson

ON PREND LES MÊMES... ET ON RECOMMENCE

« *Thomson-CSF ne sera pas privatisée* » proclamait la Une du journal *L'Humanité* du 12 juillet, et on y lisait un peu plus loin : « *C'est une bouffée d'air frais* »... « *Le gouvernement n'en est plus à des signaux forts, il agit* ».

En fait, la déclaration de Jospin affirmant « *Le gouvernement entend définir une solution industrielle visant à la constitution, avec Thomson-CSF, d'un pôle français d'électronique professionnelle et de défense doté d'un actionnariat public déterminant* » est une façon d'annoncer quelque chose qui ressemble beaucoup à une... privatisation.

L'État détient actuellement 58 % de Thomson. Le gouvernement précédent voulait vendre cette participation, et deux repreneurs potentiels étaient sur les rangs : Matra (groupe Lagardère) d'une part, Alcatel-Alsthom de l'autre. Matra, lié à des groupes industriels importants en Allemagne et en Grande-Bretagne, avait les faveurs de Juppé. Mais un certain nombre d'aléas politiques (dont une dissolution de l'Assemblée) ne lui ont pas permis de conclure.

Jospin aussi veut vendre au moins une partie de cette participation. Et deux repreneurs sont intéressés : Matra, et Alcatel-Alsthom. Mais cette fois-ci c'est Alcatel, lié à Dassault, qui aurait la préférence de Jospin. Quant à la participation que l'État garderait dans le capital de Thomson, elle n'est pas encore fixée. Mais il est fortement question qu'il ne conserve que 40 % du capital, voire nettement moins. Autrement dit, il s'agira bien d'une privatisation de fait. De toute façon, vu les problèmes d'équilibre budgétaire qui s'annoncent, la tentation doit être forte d'essayer de récupérer une partie des 10 milliards de francs que devait rapporter la vente de Thomson. Les journaux économiques se demandent si l'État ne va pas garder seulement ce qu'on appelle une minorité de blocage, permettant d'exercer un droit de veto sur certaines décisions.

Bref, on arrête la privatisation Juppé, et on commence la privatisation Jospin. Et c'est ce qu'on nous présente comme un changement politique majeur...

Roger PÉRIER

Archivage par le vide

Au ministère des Affaires Étrangères, où l'on a, semble-t-il, pas fait le « ménage ».

Le Bot/Gamma

NE LES APPELEZ PLUS « CONSERVATEURS »

Un changement de gouvernement entraîne un changement du ministre ainsi que de ses collaborateurs. Normalement, les dossiers en cours sont transmis d'un ministre à l'autre ; quant au reste des documents il est censé atterrir aux archives publiques. C'est ainsi que Juppé a transmis 100 mètres d'épaisseur d'archives et le ministère des Finances a fait mieux encore, en en transmettant 155 mètres.

En revanche, les petits cachottiers du ministère de l'Intérieur et du ministère de la Justice, Jean-Louis Debré et Jacques Toubon, ont pratiqué la politique du nettoyage par le vide. Ainsi, Debré n'a transmis que 13 minuscules mètres d'archives, tandis que 600 ou 700 sacs poubelles partaient... aux ordures.

Apparemment, il s'agissait moins de laisser un désert à leurs successeurs que d'empêcher les juges qui enquêtent actuellement sur la corruption politique de remonter le fil de certaines affaires en cours. En effet, si en théorie les archives sont fermées pendant soixante ans et destinées aux historiens dans le futur, en pratique, depuis quatre ans, des juges ont trouvé des éléments et des pistes dans les différents centres d'archives.

Sur le plan légal, ne pas verser des archives aux fonds d'archives publics constitue un délit puni d'un an de prison et de 25 000 F d'amende. Cela fait d'autant moins cher la tonne d'archives qu'il n'est pas dans les habitudes des Archives de France de poursuivre dans des affaires de ce genre. Les ministres ne respectent pas les archives... mais les « archivistes » respectent les ministres ! Des poursuites ne pourraient être engagées que dans un seul cas : celui où des ministres, ou leurs collaborateurs, auraient conservé des documents par devers eux. Mais bien entendu, cette hypothèse est invraisemblable. Oser suspecter des ministres de conserver des documents compromettant, mais vous n'y pensez pas !

J.F.

FREINER LES LICENCIEMENTS, OU REMETTRE EN CAUSE LE SYSTÈME DES PRÉRETRAITES?

Intervenant au lendemain de l'annonce par Renault de la fermeture de Vilvorde, Jospin a expliqué que son gouvernement n'avait pas les moyens de geler les plans sociaux mais qu'il ferait pression sur les entreprises qui s'apprêtent à licencier. Pour sa part, Martine Aubry, le ministre de l'Emploi, après s'en être prise aux «abus» et aux «*entreprises (qui) font payer l'intégralité de leur restructuration à la collectivité*», a laissé entendre que le gouvernement pourrait «*freiner très fortement un certain nombre de plans sociaux*».

Bien que le détail de ces mesures ait été repoussé à la rentrée, les menaces du gouvernement portent surtout sur la réduction de mises en préretraite et l'accroissement de la contribution des entreprises au financement des plans dits sociaux.

En effet, jusqu'à présent, les grandes entreprises font largement appel aux fonds publics pour financer leurs restructurations et les licenciements que cela implique. C'est notamment le cas lorsque les plans sociaux intègrent des conventions FNE pour lesquelles la contribution patronale n'atteint en moyenne que 20% pour chaque salarié mis en préretraite à 57 ans et 23% pour ceux âgés de 56 ans, le reste – représentant une dépense de plusieurs milliards chaque année – étant à la charge de l'État et des régimes sociaux.

Dans ces conditions, on ne peut reprocher au gouvernement de vouloir augmenter la contribution financière des entreprises qui licencient. Reste que cette mesure, en dissuadant les patrons d'avoir recours au système des préretraites, risque surtout de se retourner contre les salariés susceptibles d'en bénéficier. Parallèlement, l'équilibre des caisses de retraite, menacé par la croissance globale du chômage, ne sera pas rétabli pour autant.

Quant à freiner les licenciements, c'est une autre affaire. D'autant que dans la majorité des cas, les licenciements dits économiques sont le fait d'entreprises non astreintes à présenter un plan social et qui, de ce fait, ne seront pas concernées par les menaces qu'agite le gouvernement.

D'ailleurs, si la volonté du gouvernement était réellement de défendre l'emploi, celui-ci aurait commencé par annoncer l'arrêt de toutes les suppressions de postes dans les services publics et dans les entreprises où l'État est l'actionnaire principal. Quant au privé, le gouvernement aurait bien d'autres moyens de pression sur le patronat pour le dissuader de licencier, ne serait-ce qu'en décidant de taxer lourdement les entreprises qui, tout en faisant des bénéfices, contribuent à accroître le chômage.

A l'évidence, cette volonté de préserver le niveau de vie des travailleurs et de reporter intégralement le coût du chômage sur les entreprises qui en sont responsables, n'est pas dans les intentions de Jospin et de son gouvernement.

Roger MEYNIER

Paris 19e, Rue Compans

DES MAL-LOGÉS EN LUTTE CONTRE LA MAIRIE DE PARIS

Depuis le 7 juillet, une vingtaine de familles africaines, habitant un ancien hôtel meublé insalubre de la rue Compans (Paris 19e), luttent pour exiger leur relogement. Elles ont aussi manifesté devant la mairie de Paris.

Leurs logements actuels sont non seulement minuscules (environ 10 m² pour une famille de 9 personnes), sans aucun confort et humides, mais surtout, les peintures anciennes contiennent du plomb dont l'absorption entraîne une maladie grave, le saturnisme.

D'après les parents et l'association DAL (Droit au logement) qui les soutient, plusieurs enfants souffrent de troubles du développement liés au saturnisme.

La mairie de Paris n'est pas propriétaire de l'immeuble mais elle est responsable de l'attribution des HLM que les familles réclament en vain depuis dix à quinze ans.

Elle est aussi responsable de l'hygiène mais son laboratoire, d'après certains parents, n'a communiqué les résultats d'analyses faites sur leurs enfants que sept ans après les prélèvements!

Les locataires ont d'ailleurs dû occuper le laboratoire en question pour exiger de nouvelles prises de sang pour les enfants et une analyse de la présence de plomb dans le bâtiment.

Des résultats positifs entraînant une déclaration d'insalubrité et l'obligation de relogement, on comprend que l'administration ne se soit pas pressée.

Mais les locataires sont tenaces; ils campent devant leur immeuble, pour faire pression sur une mairie plus prompte à procurer un appartement aux amis des amis qu'à reloger des familles qui vivent dans des conditions dignes du siècle dernier, alors que de nombreux immeubles, tout à fait habitables, restent vides.

Sylvie MARECHAL

La Hague

RIEN DANS LA MANCHE?

AFP

Ils sont à présent tous d'accord : les rejets que l'usine de retraitement de La Hague évacuent en mer sont très radioactifs. Les dernières analyses l'ont confirmé : un litre d'effluent rejeté est aussi radioactif que 17 millions de litres d'eau de mer. Et l'usine en rejette 230 millions de litres par an.

Mais ces valeurs sont conformes aux autorisations en vigueur. En effet, rejetés dans des courants relativement violents, ces effluents sont brassés avec d'énormes quantités d'eau de mer, et ainsi dilués, ne seraient plus dangereux.

Mais peut-on avoir confiance en toutes ces belles affirmations? Les normes sont elles suffisantes? Le brassage se fait-il aussi correctement qu'on nous le dit? La radioactivité ne finit-elle pas par se concentrer dans certains sédiments, dans certains coquillages, voire dans le tartre de la conduite?

Les mesures effectuées directement sur l'environnement ne permettent pas de répondre en connaissance de cause. La Commission de Recherche et d'Information Indépendante sur la Radioactivité (CRII Rad) avait relevé à proximité de la conduite des «*niveaux d'irradiation problématiques*», alors que l'Office de Protection contre les Rayonnements Ionisants (OPRI) parle de «*l'absence de radioactivité décelable à partir d'une distance de 50 mètres de la canalisation*». Au niveau ministériel, les intérêts divergents amènent le même genre de contradictions : un jour, Dominique Voynet, ministre de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement, annonce la mise en place d'un périmètre de sécurité autour de la zone, le lendemain, elle signe, avec ses collègues de l'Industrie et de la Santé, un communiqué qui affirme que «*les mesures réalisées à proximité des plages ne montrent aucune radioactivité supérieure à la radioactivité naturelle*». Autrement dit, les intérêts contradictoires de l'industrie et de l'écologie la font danser d'un pied sur l'autre…

En fait, dans le cadre actuel, nous ne pouvons même pas savoir si les normes ont été mal fixées, ni s'il y a ou non danger. Et nous ne pourrons le savoir, tant que les décisions de ce genre, et les mesures qui vont avec, seront prises par des gens qui sont liés, directement ou indirectement, aux intérêts de l'industrie. Ceux-là sont tout prêts à sous-estimer, truquer, dissimuler, déformer, et sont aussi capables de trouver des Dominique Voynet pour dire qu'il n'y a rien à craindre alors que ni eux, ni elle, n'en savent finalement grand chose.

Roger PÉRIER

LES CONTRIBUABLES SONT DE LA REVUE

Le 14 juillet, devant Chirac et le gouvernement, une bonne partie de nos impôts ont défilé. Notamment le clou, le nouveau char Leclerc. Ce petit bijou d'engin meurtrier vaut une fortune, au point que l'armée française ne peut même pas en acheter autant qu'elle voudrait. Mais à quoi sert-il, quel pays menace la France?

En réalité il s'agit d'un défilé pour l'exportation. La seule grosse vente (400 chars pour un pays du Golfe) a été négociée à perte pour avoir le marché. Encore une défaite de l'armée et des contribuables français et une victoire pour les fournisseurs – privés – de tout l'équipement de ces tas de ferrailles à roulettes.

POURQUOI L'ETA A TUÉ MIGUEL BLANCO

L'enlèvement et l'assassinat du conseiller du Parti Populaire (parti du gouvernement) se sont produits peu de jours après la libération par la garde civile d'un autre otage de l'ETA, le fonctionnaire des prisons Ortega Lara, pour la libération duquel l'ETA réclamait le regroupement de ses prisonniers dans des prisons du Pays basque.

Ce succès fut présenté, par le gouvernement, comme une réussite de sa politique anti-terroriste refusant toute négociation avec l'ETA ou avec Herri Batasuna (organisation politique liée à l'ETA) et dont un des piliers est la dispersion des prisonniers « etarras » dans diverses prisons espagnoles.

De leur côté, les derniers attentats de l'ETA ont été dirigés contre des membres du personnel pénitentiaire. Cette campagne se situe dans la lutte qui oppose l'ETA et l'État espagnol.

Récemment, le cercle dirigeant d'Herri Batasuna a été arrêté pour avoir diffusé une vidéo de l'ETA intitulée « *Alternative démocratique* » qui développait les propositions de l'organisation pour résoudre le conflit basque (reconnaissance du droit à l'autodétermination, à l'intégrité territoriale du Pays basque, amnistie générale, etc.). Leur procès aura lieu en octobre.

Les gouvernements socialistes, comme celui du Parti Populaire aujourd'hui, ont décidé une politique de dispersion des prisonniers ETA dans des prisons éloignées du Pays basque, dans le but de les couper de l'organisation et de faire ainsi pression sur l'ETA. Dans le même temps que l'ETA attaquait et enlevait des membres du personnel pénitentiaire, Herri Batasuna organisait des manifestations pour le regroupement des prisonniers et des contre-manifestations quand étaient convoquées des manifestations pour la libération des otages. Manifestations et contre-manifestations restaient minoritaires mais ces actions ont abouti à des affrontements parmi la population basque.

La libération d'Ortega Lara fut accompagnée d'une propagande du gouvernement qui prétendait démontrer qu'il n'y avait pas à aider un chantage terroriste et que la mise en œuvre de moyens policiers était la meilleure façon de détruire l'ETA.

C'est quelques jours après que l'ETA enlevait un jeune conseiller municipal du Parti Populaire d'une petite localité basque (Ermua) industrielle et ouvrière, où l'on trouve des travailleurs émigrés d'autres régions d'Espagne.

C'est la logique de la politique nationaliste, embryon d'appareil militaire, celui de l'ETA, confronté à celui d'un État comme l'État espagnol. Pour les « etarras », faire preuve de leur efficacité, dans un court laps de temps, les a conduits à assassiner un jeune, sans autre raison que son appartenance au Parti Populaire. Cette logique nationaliste s'écarte volontairement de tout sens de classe : le fait que le lieu choisi ait été une zone ouvrière et d'émigration entraînant des affrontements au sein de la population, entre Basques et non-Basques et, on l'a vu, entre Basques eux-mêmes, était voulu. Il ne s'agissait que de montrer sa force.

L'annonce que le conseiller Miguel Angel Blanco allait être exécuté dans un délai de 48 heures a provoqué un appel des partis politiques parlementaires à une manifestation à Bilbao pour sa libération. Le nombre des manifestants, environ un demi-million, est sans précédent dans ce type d'occasion. Pour la première fois, s'est manifesté de façon visible le rejet par une bonne partie de la population des méthodes de l'ETA. La plupart des manifestants n'avaient pas encore regagné leur maison, qu'on apprenait la découverte du conseiller qui devait mourir quelques heures plus tard.

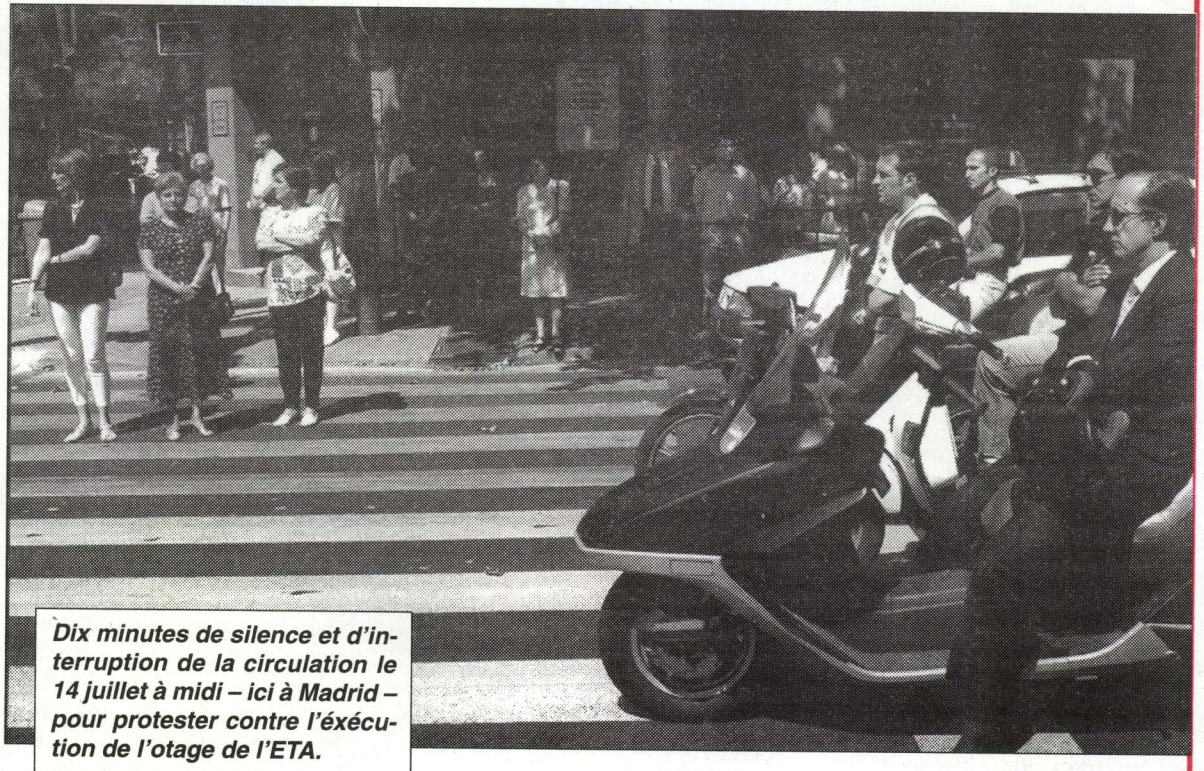
Evidemment, le gouvernement, arguant de raisons d'État, ne fit pas le moindre geste pour chercher à négocier afin de sauver la vie de Miguel Angel Blanco, chose que demandait sa propre sœur dans un communiqué. Le gouvernement était trop heureux de l'indignation populaire soulevée par l'enlèvement et les ravisseurs ne pouvaient mieux le servir.

Des hommes politiques, des journalistes, ont pu dire et écrire des choses du genre « il faut chasser ces bêtes sauvages ». Dans le contexte actuel, avec le chômage, la montée des idées réactionnaires, l'ETA s'est rendu un mauvais service mais, pire, en a rendu un plus mauvais encore à toute la classe ouvrière, d'un bout à l'autre de l'Espagne, toutes personnes confondues. Grâce à ce geste, cela a conduit à ce que des exigences qui sont habituellement celles de l'extrême droite, comme la peine de mort, ont été reprises par des dizaines de milliers de personnes.

Dans le même temps, le gouvernement est sorti renforcé de cette situation, en tant que garant des libertés et de la démocratie. Les sentiments qui se manifestent dans tout le Pays basque et tout le reste de l'Espagne ouvrent la voie à une future mise hors la loi d'Herri Batasuna et, au-delà, à préparer le terrain pour que se développent les idées de l'extrême droite dans une situation de grave crise sociale.

C'est la politique nationaliste et terroriste de l'ETA qui est en grande partie responsable de cette situation. Ses méthodes de terreur individuelle ne font que diviser la population basque et opposer la population basque à la population espagnole. Dans une situation de crise sociale comme celle que nous vivons actuellement, cette politique et celle du gouvernement n'aboutiront qu'à dévier le mécontentement populaire vers un affrontement entre populations.

AFP



Dix minutes de silence et d'interruption de la circulation le 14 juillet à midi – ici à Madrid – pour protester contre l'éxécution de l'otage de l'ETA.

L'exécution par l'ETA d Blanco a soulevé une éno tion dans toute l'Espagne basque. Amplifiée – et sin cette protestation prend v tique au terrorisme de l'E assassins » proclamaient roles.

L'émotion, on la comprend. L'exécution de Blanco ne peut être ni comprise, ni a fortiori admise y compris par bien des sympathisants d'Herri Batasuna. Le terrorisme individuel, même si la victime est un tortionnaire, une haute autorité de l'État, ou un représentant symbolique de la répression, n'a rien à voir avec l'émancipation des opprimés. Mais, pire, la mort programmée de Miguel Angel Blanco entre dans une logique du terrorisme, qui obéit à ses propres lois, à une morale en circuit fermé, et qui témoigne de la coupure entre ces militants-là de l'ETA et la majorité de la population espagnole.

Il est dans la dynamique du terrorisme qui s'institutionnalise, en dehors du mouvement de masse, de conduire à cette méconnaissance et à ce mépris de l'opinion.

L'ETA sous le Franquisme

Et pourtant, au départ, l'ETA a joui d'une sympathie, d'un prestige, d'une solidarité active, qu'on ne retrouve peut-être qu'en Irlande. L'ETA, c'était l'organisation nationaliste basque qui tenait tête à Franco, qui luttait contre l'oppression, la dictature, le régime policier. Tous les ennemis du franquisme, dans et hors d'Espagne, même lorsqu'ils repoussaient fondamentalement le terrorisme individuel, avaient de l'admiration et du respect pour cette organisation, qui par son courage et son héroïsme, prenait place dans l'histoire. En 1973 l'attentat, réussi, en plein Madrid, c'est-à-dire loin des bases de l'ETA, contre l'amiral Carrero Blanco, un très haut dignitaire du régime franquiste, a marqué la mémoire politique de toute une génération de militants de gauche et d'extrême gauche en Espagne et hors d'Espagne. A cette époque, l'ETA parlait volontiers de socialisme et l'extrême gauche française croyait discerner une tendance marxiste.

Il faut dire que sous Franco, le nationalisme basque était persécuté, ses manifestations durement réprimées. La police, l'armée et la Garde Civile espagnoles, qui encadraient et opprimaient non seulement les Basques mais l'ensemble de la population de la péninsule,

L'IMPASSE SANGLANTE DU TERRORISME

e l'otage Miguel Angel rme vague de protesta- et même au Pays plifiée – par les médias, aleur de réponse poli- TA. « Ça suffit », « ETA les cris et les bande-

étaient aussi vomies par toute une partie du prolétariat et de la population espagnols. Au moment du procès de Burgos, en 1970, où six nationalistes basques furent condamnés à mort, dans toute l'Europe, des manifestations eurent lieu. L'ETA connaissait, malgré la

Attentat dû à l'ETA contre une caserne de la Garde Civile à Sarragosse, en décembre 1987, qui fit de nombreuses victimes civiles et militaires.

AFP

répression, une sympathie active au Pays basque. Dans les villages, les églises, les écoles, les luttes contre l'oppression franquiste éveillaient des échos, des sympathies actives, un soutien populaire exceptionnel.

La transition vers la démocratie

Et puis, il y a eu la mort de Franco, la pénible et incertaine transition vers la démocratie, la collaboration du PC récemment légalisé et du PS, à l'instauration de la monarchie constitutionnelle, et à la mise au pas des revendications ouvrières. Le Pays basque, lui, restait meurtri. Bien des familles comptaient des morts, des emprisonnés, des torturés. Les relations entre le PNV, le Parti Nationaliste basque (parti nationaliste modéré, le plus représentatif de la bourgeoisie basque) et l'ETA existaient parfois au sein d'une même famille, les jeunes étaient pour l'indépendance, tel ami, tel frère, tel cousin étaient ou avaient été victimes de la répression, tel père, tel oncle, tels grands-parents étaient au PNV. Dans la mémoire collective de la population basque, un trait de sang séparait leur jeunesse, et donc la force vive du pays, du pouvoir étatique espagnol. Chaque commissariat, chaque prison, était un symbole de torture, d'arbitraire, voire de mort. Tout cela tissait un réseau de solidarité, de sympathie, autour de l'ETA. Le vote du statut de l'autonomie en 1980 ne pouvait effacer ce sang.

Tandis que les démocraties européennes saluaient avec enthousiasme le nouveau régime espagnol, qui avait su mener la transition de la dictature à la démocratie, les nationalistes basques comptaient encore leurs morts et leurs emprisonnés.

Le piège du terrorisme

Mais l'ETA n'était pas seulement une organisation terroriste, c'était avant tout, en dépit de son langage marxisant, une organisation nationaliste. Le terrorisme suppose le secret, un fonctionnement militaire, une dictature voulue par rapport à une population qui ne peut exprimer que sa sympathie et ni ses volontés, ni même ses souhaits. Le nationalisme, dans ces conditions ne peut mener qu'à une méconnaissance des sentiments du reste de la population. De la méconnaissance au mépris, mépris de la vie, de la mort, mépris tout court pour tous ceux qui ne suivent pas, il n'y a malheureusement qu'un pas, l'organisation terroriste combat pour elle-même, pour la survie de ses militants, dans une guerre totale avec la police. Il lui faut de l'argent, d'où le racket, les enlèvements avec demande de rançon ; il lui faut des armes, des cachettes, des bases, des moyens pour maintenir la solidarité autour des prisonniers, et la discipline même dans les prisons, d'où ses attaques contre le personnel pénitentiaire. Tout cela se déroulant dans le monde clos de la lutte entre l'État, sa police, et l'ETA. Hors de ce qui se passe dans le reste de la population…

Ce n'est pas la première fois que l'ETA assassine des otages. Elle l'a déjà fait en 1981, en 1983. Ce n'est pas la première fois qu'elle manifeste un mépris de fer pour la population espagnole. En 1987, elle fit exploser une bombe dans un supermarché populaire de Barcelone.

On a à plusieurs reprises parlé de dissensions entre les membres de l'ETA, entre la branche politico-militaire et la branche militaire tout court, entre les militants et les sympathisants, entre les « marxistes » et les nationalistes.

Peu importe, l'ETA a surmonté tous ces problèmes : quand le statut d'autonomie du Pays basque a été voté, l'ETA a surmonté la dissension entre ceux qui voulaient négocier et ceux qui voulaient garder les armes. L'ETA, en tant qu'appareil, a finalement survécu à toutes les crises.

Elle existe encore aujourd'hui, malgré les rares reniements, les tortures et la haine des appareils policiers et militaires espagnols.

Herri Batasuna dans la ligne de mire

L'ETA existe et sa représentation politique légale, Herri Batasuna, recueillait encore aux dernières élections 12 % des voix au Pays basque.

12 % des voix, cela ne peut s'expliquer seulement par la prétendue terreur que l'ETA exercerait sur la population. Certes, HB a régressé en 10 ans de 15 à 12 % des voix, c'est une usure, pas un effondrement. Herri Batasuna est un parti légal, ayant des parlementaires, représenté dans les quatre provinces basques, menant une action légale en faveur du mouvement et notamment du regroupement des prisonniers politiques dans les provinces basques.

Car la revendication de départ, celle qui pour l'ETA justifiait l'exécution de l'otage, c'était le regroupement, au Pays Basque, des quelque 600 condamnés politiques dispersés depuis 1980 sur tout le territoire espagnol.

Depuis des années, Herri Batasuna multiplie les déclarations, les manifestations, les adresses des assemblées provinciales en faveur de cette mesure humanitaire : regrouper les prisonniers politiques basques dans les centres pénitenciers du Pays Basque afin

Un panneau d'Herri Batasuna, à Pampelune, avec la liste des prisonniers politiques basques de l'ETA en 1996.

Arzoz/Spooner

de faciliter l'assistance des familles.

Aujourd'hui, dans le grand mouvement de protestation anti-terroriste, bien des politiciens, surtout les politiciens basques modérés, voient à la fois le désaveu de l'ETA, son suicide politique et l'occasion d'en finir avec Herri Batasuna. Tout ceci ne repose que sur une réaction à courte vue. L'ETA a déjà commis des actes « incompréhensibles », condamnés par l'opinion, et elle s'en est, jusqu'ici, toujours relevée. Les réactions de l'État espagnol, de son armée, de sa police a toujours suscité de nouveaux dévouements, des nouvelles recrues.

Aujourd'hui, Herri Batasuna existe surtout parmi les jeunes, par son organisation de jeunesse, qui n'ont pas connu le franquisme.

Certes les nationalistes basques modérés, en compétition avec Herri Batasuna réclament sa mise hors la loi. Ils ont déjà décidé de ne plus avoir aucun contact avec les élus provinciaux d'HB. Si le gouvernement espagnol, qui a martelé « *nous agissons dans le cadre de la loi, avec toute la loi, et rien que la loi* » (allusion aux commandos illégaux du GAL qui ont assassiné en France de nombreux membres de l'ETA dans les années 80), peut mettre hors la loi Herri Batasuna, il risque de cimenter, à nouveau, entre des exclus une solidarité active qui permette à l'ETA de se refaire. Déjà, HB appelle à une grande manifestation pour le 19 juillet. Ce sera un test.

Cette guerre sans fin, cimentée par le sang des victimes, et paradoxalement par l'isolement politique, peut durer encore des années. Personne n'a à y gagner. Le nationalisme étayé par le terrorisme est un piège sanglant pour les militants, pour les peuples.

Les travailleurs du Pays basque, qu'ils soient Basques, Andalous, Galiciens ou autres (en effet, les capitalistes basques ont fait appel à de la main d'œuvre venue de toutes les régions d'Espagne), n'ont aucun intérêt à lier leur sort à celui des nationalistes basques. Seul le combat de classe peut ouvrir des perspectives aux travailleurs, aux chômeurs, aux laissés-pour-compte, aux exclus de la société capitaliste. Face à l'adversaire de classe, les divisions nationales ne sont que des leurres réactionnaires. Les travailleurs n'ont pas de patrie, ils ont un monde à gagner.

Colette BERNARD

Mexique LE RÉSULTAT DES ÉLECTIONS CONFIRME LE DÉCLIN POLITIQUE DU PRI

Depuis 1994, année où le candidat officiel au poste de président a été assassiné dans le cadre de la guerre des clans du Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI) mexicain, ce parti traverse une crise. Les élections intermédiaires qui se déroulaient le dimanche 6 juillet sont venus confirmer le déclin de ce parti qui, se prétendant l'héritier de la révolution mexicaine, règne sans partage depuis 68 ans. On renouvelait ce jour-là les députés et les sénateurs et, pour la première fois, on élisait au suffrage universel le maire de la capitale, Mexico.

LES SYMBOLES DU PASSÉ...

52 millions d'électeurs étaient appelés à se rendre aux urnes. Le candidat du parti de centre-gauche, le Parti de la Révolution Démocratique (PRD), Cuauhtémoc Cardenas, a emporté la mairie de Mexico, tandis qu'à l'Assemblée, c'est le PAN, Parti d'Action Nationale, parti bourgeois d'obédience catholique, qui en se renforçant a fait perdre la majorité absolue au PRI, du jamais vu jusqu'à présent.

Cuauhtémoc Cardenas, dont le prénom renvoie à l'empereur aztèque Moctezuma, battu en 1520 par le conquistador espagnol Cortès, et présenté comme un symbole de la résistance à la domination étrangère, est le fils de Lazaro Cardenas qui, de 1934 à 1940, acheva la consolidation de l'État né de la révolution mexicaine. Pour donner plus d'indépendance au Mexique, il imposa une nationalisation des pétroles anglo-saxons (avec rachat) et compléta un système politique qui s'appuyait sur les syndicats ouvriers associés à la gestion des entreprises nationalisées et sur les paysans, par des distributions de terre répétées.

Ingénieur de formation, Cardenas junior a commencé sa carrière politique au sein du PRI. Et rien ne le distinguait alors des autres politiciens du PRI. Lui aussi utilisait le système du clientélisme et de la corruption pour asseoir son pouvoir localement.

POUR PRÉPARER LE RECYCLAGE DU RÉGIME...

En 1986, il a pris la tête au sein du PRI d'une opposition dite démocratique. Il s'agissait en fait d'une partie de l'appareil du PRI qui, prenant conscience de son usure, préparait la suite. En 1987, le PRD était lancé. Il a connu deux insuccès aux précédentes élections présidentielles. Mais, cette fois-ci, il semble engranger l'usure politique du vieux PRI. Les efforts du président Zedillo, leader du PRI, pour faire porter toutes les responsabilités de la corruption du PRI à son prédécesseur Salinas n'ont pas suffi à empêcher la perte d'influence de son parti. Au contraire, cela a peut-être aidé Cardenas à progresser dans la mesure où depuis le début de sa carrière au sein du PRD il se présente comme l'anti-Salinas.

Une partie des militants de gauche locaux, et même des trotskystes, ont prétendu voir dans le PRD une alternative politique et ont rejoint ce parti. Mais la révolution démocratique dont se réclame Cardenas n'a pas plus de consistance que la révolution institutionnelle du vieux parti, pourri par près de soixante-dix ans de dictature et de corruption. D'ailleurs, Cardenas, qui espère que ce succès à la mairie de Mexico pourra lui servir de tremplin pour les élections présidentielles de l'an 2000, s'est comparé volontiers lors de cette campagne à Tony Blair et à Lionel Jospin. Il n'a rien contre le capitalisme, et prétend seulement lui aussi atténuer les dommages sociaux qu'il provoque. C'est dire que les travailleurs et les masses pauvres n'ont pas grand-chose à en attendre.

ET L'AVENIR DE CARDENAS

En attendant, le Mexique est en route vers une sorte de cohabitation de bon aloi comme on la pratique ici. Le président Zedillo a salué sportivement le succès de Cardenas à la mairie de Mexico en se disant «*certain qu'une collaboration fructueuse s'établira entre M. Cardenas et le gouvernement fédéral afin de répondre au mieux aux besoins des habitants de la capitale*». Quant à Cardenas, il attend de Zedillo «*une collaboration réelle*» et a constaté «*un changement d'attitude du gouvernement*».

Mais même si Cardenas prétend s'en prendre au chômage, à la pauvreté et à la détérioration du pouvoir d'achat, il n'a dit nulle part qu'il allait s'attaquer à ceux qui en sont la cause, les classes possédantes, les classes riches. La seule chose sur laquelle il a été clair, c'est sur ses ambitions de présidentiable. A ses heures, Cardenas prétend aussi en revenir aux sources de la révolution mexicaine, essayant de détourner à son compte un mythe qui a permis justement au PRI de régner pendant des dizaines d'années sur le pays. Mais pour les travailleurs, les paysans, les pauvres, il n'y a qu'une seule façon de renouer avec cette tradition, c'est de reprendre la lutte pour imposer un autre partage des richesses, en comprenant qu'il n'y a pas plus à espérer de Cardenas que de Zedillo ou du PAN.

Jacques FONTENOY

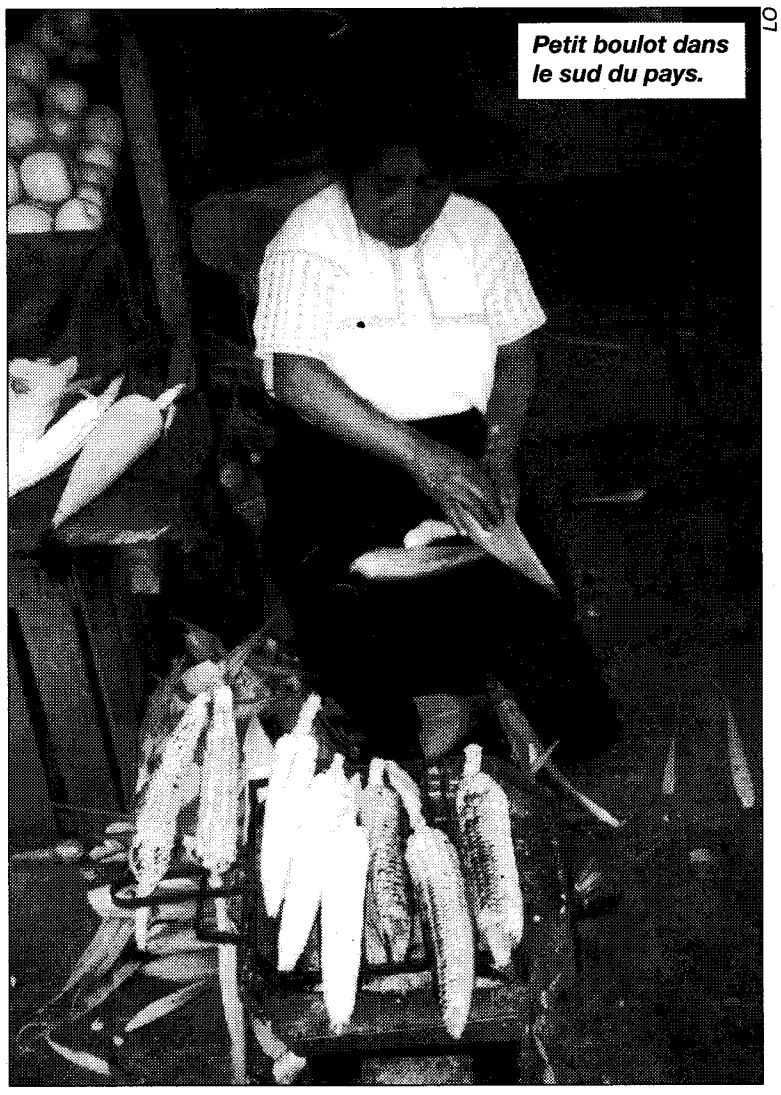
UN PAYS DÉVASTÉ PAR LA CRISE

L'adhésion, en 1994, au grand marché nord-américain devait, selon les dirigeants mexicains, assurer un mieux-être; mais il n'en a rien été. Pire, on a vite assisté à l'effondrement du peso et à l'accélération de l'inflation. Fermetures d'entreprises, licenciements massifs, ont jeté des millions de personnes à la rue, où elles survivent tant bien que mal en y vendant ce qu'elles peuvent. Tout cela n'a fait que creuser le fossé entre les riches et les pauvres.

Au cours des trois dernières années, selon les secteurs, les salaires ont augmenté de 4 à 38% tandis que les produits les plus indispensables voyaient leurs prix grimper de 115%. La Commission économique pour l'Amérique latine estime actuellement que 45 millions de Mexicains, en gros la moitié de la population, «*ne reçoivent pas un salaire leur permettant de se nourrir de façon à se développer sur le plan mental et physique*». Le nombre des pauvres a explosé : de 16% de la population en 1989, ils sont passés à près de 51% en 1996. Dans le même temps, la concentration des richesses se fait dans les mains d'une minorité toujours plus réduite. 10% des Mexicains les plus pauvres se partagent 7,3% de la richesse nationale tandis que les 10% les plus riches en accaparent plus de la moitié (54%). Les 15 milliardaires mexicains (ils étaient 24 avant la crise) qui figurent encore dans le classement mondial des trois cents et quelque ultra-riches de la planète, possèdent 26 milliards de dollars, soit 9% du produit intérieur brut mexicain.

Le seul secteur de l'économie mexicaine qui prospère, ce sont les «maquiladoras», ces usines d'assemblage installées aux abords de la frontière américaine et travaillant comme des sous-traitants à main-d'œuvre bon marché pour les grandes multinationales. Ces «maquiladoras» s'étendent maintenant dans d'autres zones que frontalières et occupent actuellement un million de personnes.

J.F.



Petit boulot dans le sud du pays.

La SNCF et son ministre du PCF

CE QUI CHANGE, ET SURTOUT... CE QUI NE CHANGE PAS !

Jean-Claude Gayssot, ministre des Transports, a donc décidé d'alléger l'endettement de la SNCF pour l'année en cours, de 20 milliards de francs. En échange, le président de la SNCF, Louis Gallois, serait tenu de procéder à 2 000 embauches.

A première vue, ce ne serait pas si mal. Pourtant, on reste très, très loin du compte. Ce n'est décidément pas la hardiesse qui caractérise la politique de ce gouvernement, même lorsqu'il s'agit d'un service public comme la SNCF, même lorsque celui qui en a la charge est un ministre du PCF. Car en ce qui concerne l'endettement de la SNCF comme en ce qui concerne les emplois des cheminots, la récente décision gouvernementale ne change rien de fondamental à une situation en pleine dégradation.

Effacer la dette ne supprime pas l'ardoise

Ainsi, la dette descendrait de 68 à 48 milliards de francs, réduisant du même coup les intérêts payés aux banquiers d'environ 1,2 à 1,4 milliard cette année. Très bien. Sauf qu'il ne s'agit pas d'effacer la dette qui continue d'enrichir les financiers, ni même de la faire payer aux principaux responsables, à savoir les milliardaires du BTP du style de Bouygues ou de Spie-Batignolles, pour ne citer qu'eux. Non, il s'agit tout simplement de procéder à un nouveau tour de passe-passe, en transférant ces 20 milliards du compte de la SNCF à celui du « service annexe d'amortissement de la dette institué hors bilan de la SNCF » (selon le jargon consacré des professionnels du Trésor). Officiellement, ce n'est pas le budget de l'État qui paiera ces 20 milliards (ce qui permettrait à la « dette publique » de ne pas sortir des limites imposées par le traité de Maastricht). Dans la pratique, le « service annexe » en question relève quand même de l'État et donc du contribuable qui, en dernier ressort, devra payer. Et c'est ainsi qu'un prétendu allégement d'un côté se transforme en alourdissement de l'autre...

Des embauches toujours en déficit

Quant aux embauches auxquelles Gayssot contraindrait Gallois, elles n'ont aucune commune mesure avec les suppressions d'emplois qui se poursuivent depuis des années. Toute la presse l'a rappelé : de 200 511 cheminots à la fin de l'année 1991, l'effectif a été réduit à 175 598 fin 1996 et devrait passer à 173 400 à la fin de cette année. Soit près de 25 000 suppressions de postes, qui ne sont pas sans conséquences sur les conditions de travail des employés de la SNCF mais aussi sur l'entretien du matériel et finalement, sur la régularité des trains, leur sécurité, etc.

Face à cela, Gayssot demande à Gallois de procéder à 2 000 embauches d'ici à la fin de l'année (ce qui, soit dit en passant, laisserait encore un solde négatif par rapport à l'an dernier de 198 emplois exactement). C'est dérisoire. Mais même ces 2 000 embauches ne sont pas de vraies embauches. Elles se décomposent en 1 000 embauches avec le statut de cheminot et 1 000 autres relevant des dispositions qui seraient votées en septembre prochain par les députés dans le cadre des mesures annoncées pour l'emploi des jeunes. Rien ne garantit donc aujourd'hui qu'elles seront effectives d'ici la fin de l'année. En revanche, ce que l'on sait déjà, c'est qu'il s'agira de jeunes qui ne bénéficieront pas du statut de cheminot, qui seront payés au Smic et pris en charge à 80 % par l'État pour une durée de cinq ans. Ce qu'ils deviendront après ? Le ministre déclare simplement qu'« *il serait souhaitable que ces recrutements se traduisent par une intégration au sein de l'entreprise* »...

La réforme de la SNCF entérinée

Quant à la création du RFF (réseau ferré de France) et à la division de la SNCF en deux, contre lesquelles Gayssot s'élevait avec véhémence avant de s'asseoir dans un fauteuil ministériel, il n'y aura rien de changé. Gayssot se contente de proclamations sur « *un service public unique* » et « *la nécessité pour la nation d'exercer son contrôle sur les réalisations d'infrastructures* », et il entérine de fait la réforme.

Et pourtant, le 7 février 1997, à l'Assemblée nationale, Jean-Claude Gayssot expliquait le vote des députés communistes contre le projet de réforme de la SNCF et la création du RFF en des termes particulièrement durs. Voici quelques extraits de sa déclaration :

« *Depuis le début, ce débat est "pipé" puisqu'il prétend assurer "le renouveau du transport ferroviaire" en créant l'EPIC "Réseau ferré de France" alors que son objet aura le risque majeur d'engager un processus de déréglementation du transport ferroviaire et de démantèlement...* »

« *Nous avons démontré que ce projet n'était qu'un alibi pour cacher à terme le dépeçage du service public et la mise en cause du statut des personnels* ».

« *Soyez sûrs qu'une véritable réforme avec un service public SNCF dont l'unicité serait garantie répondant aux intérêts des usagers, du pays et des cheminots devrait être une priorité pour une nouvelle majorité, qui, sortant des ornières actuelles et de celles du passé, s'inscrirait dans une vraie politique de gauche et de progrès en faveur notamment du rail, de la complémentarité, du service public.* »

Devenir ministre changerait-il les faits et les priorités ?

Lucienne PLAIN

Tarifs RATP

ÇA AUGMENTE MOINS QUE SI ÇA AUGMENTAIT PLUS

Jean-Claude Gayssot, le ministre des Transports, a annoncé les hausses de tarifs de la RATP. Au 1er août, les prix monteront en moyenne de 3,9 %, avec une modulation en faveur des voyageurs des zones les plus éloignées. Par contre, un carnet de 10 tickets pour la banlieue sera instauré, avec un rabais de 20 % sur le prix des tickets à l'unité. Certains chômeurs, certains retraités ou certaines mères de famille, qui n'ont pas l'usage de la carte orange et utilisaient jusqu'à présent des tickets à l'unité, bénéficieront donc d'un petit mieux en la matière.

Enfin, un « chèque transport » doit être mis en place d'ici la fin de l'année pour les chômeurs les plus démunis. Ceux-ci attendront tout de même plusieurs mois ce coup de pouce.

Quant aux usagers de la carte orange, essentiellement les salariés d'Ile-de-France qui empruntent chaque jour trains, RER, bus ou métro pour se rendre à leur travail, ils subiront une nouvelle fois une hausse des transports bien supérieure à l'inflation.

Cette augmentation est, d'après Jean-Claude Gayssot, « *la plus faible depuis 1991* ». En 1996, les tarifs de la RATP avaient augmenté de 5,2 %, et le gouvernement précédent avait prévu 4,8 % pour cette année.

Ça augmente donc moins que plus. Mais les tarifs RATP, d'année en année, c'est quand même toujours plus !

Les cheminots réclamant des effectifs supplémentaires en novembre 1996 à Nantes. Rien de changé : pour obtenir vraimment des effectifs, il faudra se battre.

AFP

ETG (ex-Chausson)
Gennevilliers (Hauts-de-Seine)

LA GRÈVE CONTRE LES BAISSES DE SALAIRES ET LES LICENCIEMENTS CONTINUE !

Les travailleurs d'ETG, anciennement Chausson, aujourd'hui filiale de Renault qui compte 1 180 salariés, sont en grève depuis maintenant presque 15 jours. La grève est unanime chez les ouvriers de fabrication mais une bonne part des professionnels sont en grève aussi. Depuis le mois d'avril les travailleurs de cette usine savent en effet qu'un plan de licenciements est prévu pour le mois d'octobre. La direction a commencé par faire du chantage sur l'emploi et les salaires en voulant introduire une application de la loi de Robien. Cette application de la loi de Robien aurait entraîné une perte de salaire de 400 F pour certains, ceux dont l'horaire n'aurait pas changé, 800 F en moyenne pour les autres, les cadres n'étant pas touchés du tout !

Après trois jours de grève, mardi 8 juillet, la direction finit par annoncer que, finalement, elle annulait le recours à la loi de Robien. C'était donc un premier recul de la direction. Mais bien sûr, à juste titre, les travailleurs d'ETG ne considérèrent pas cela comme suffisant. Et pour cause, le problème des licenciements restant entier !

Aussi il fut décidé de manifester le jeudi 10 juillet de Bastille à Gare de Lyon, jusqu'au ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie pour accompagner une délégation qui devait être reçue par un conseiller du ministre. Ce furent près de 600 salariés, déterminés à se faire voir et à se faire entendre, qui occupèrent toute l'avenue jusqu'à la Gare de Lyon, distribuant des tracts pour expliquer leur grève. Bien des travailleurs qui passaient par là prenaient le tract avec un geste ou un mot d'encouragement. Une fois la délégation revenue du ministère, ce fut encore en manifestation que tout le monde repartit à Bastille, aux cris de «*salariés sacrifiés, emplois liquidés, ça ne peut plus durer : ça va péter !*».

L'objectif de mouiller les pouvoirs publics, de se faire entendre était atteint et tous les manifestants étaient contents de cela, d'autant plus que plusieurs dizaines d'agents de maîtrise, techniciens et professionnels jusque-là non grévistes s'étaient joints pour une journée au mouvement. Certains professionnels en profitèrent même pour rejoindre définitivement le camp de la grève.

Arrivés à l'usine, les travailleurs apprirent alors que la direction avait tenté en leur absence, de faire redémarrer une ligne de Presses avec des chefs et, croyant que cela ferait passer le sale coup, elle annonça à l'arrivée des cars de manifestants qu'elle offrait un repas gratuit à la cantine ! Le prétendu redémarrage était, bien sûr, destiné à tenter de décourager les grévistes. Mais cela se retourna contre elle une fois de plus, car tout le monde prit comme une injure la tentative de nous calmer avec des plats de lentilles. Les travailleurs en grève le firent «comprendre» aux chefs ainsi qu'à l'huissier réapparu brusquement qu'il fallut sortir des ateliers, et l'assemblée générale put se tenir une fois l'usine débarrassée des gens peu fréquentables.

La détermination des travailleurs fut payante : la direction proposa des négociations pour le lendemain, vendredi, négociations à l'issue desquelles elle fit un certain nombre de propositions. La principale est le recul des dates qui pourrait permettre ainsi à un plus grand nombre de travailleurs de bénéficier des mesures d'âge, de préretraites. Il s'agit bien sûr d'un recul, mais les travailleurs n'ont pas la garantie absolue que ces préretraites soient possibles : il resterait alors l'hypothèse d'une réduction du temps de travail... à condition bien sûr qu'elle soit sans perte de salaire... Ce sur quoi la direction refuse de s'engager.

C'est pourquoi la grève continua tout naturellement le mardi 15 juillet, au grand dam de la direction qui comptait peut-être que le coup des «ultimes propositions» de vendredi, le long week-end du 14 juillet et surtout la proximité des vacances (l'usine ferme pour congés le 25 juillet) allaient faire fléchir les grévistes.

Aussi la journée de mardi fut marquée par une nouvelle concession : le paiement pendant un an de la prime d'équipe aux ouvriers devant changer d'horaire (soit 4 000 F). Mais les garanties essentielles n'étant pas toujours là, la grève continuait mercredi, d'autres actions à l'extérieur de l'usine étant envisagées.

Correspondant LO

LES CACHOTTERIES DE CALVET ET SCHWEITZER

«*Incroyable, ça roule plutôt bien pour la voiture française*», titre *Le Canard Enchaîné*. On nous l'avait caché. Durant les cinq premiers mois de 1997, il est sorti 1,7 million de véhicules PSA ou Renault, soit 4 % de production de plus par rapport à la même période de 1996, car les ventes ont progressé partout, sauf en France.

Que de cachotteries pour tenter de justifier les suppressions d'emplois. Les ventes de PSA et de Renault augmentent de près de 10 % dans les autres régions d'Europe et les profits coulent à flots, ce qu'ils oublient... de nous préciser.

Extrait du bulletin
Lutte Ouvrière
ETG – Chausson Gennevilliers

SEPA Lunéville

USINE OCCUPÉE : LES TRAVAILLEURS N'ONT PAS À FAIRE LES FRAIS D'UNE MAUVAISE GESTION !

Depuis mercredi 9 juillet au soir la majeure partie des travailleurs de la SEPA, une savonnerie-parfumerie de 94 personnes du bassin de Lunéville, occupent leur entreprise.

Victime d'une gestion désastreuse et d'un laisser-aller d'une direction nommée par un «propriétaire» suisse qui avait racheté la société il y a 5 ans, alors qu'elle était florissante, la SEPA s'est retrouvée avec 30 millions de francs de passif.

Résultat : mercredi 9 juillet, le tribunal de commerce de Nancy cède l'entreprise à l'un des repreneurs qui s'est fait connaître : un groupe américain du nom de Bradford dont le plan de reprise ne prévoit que l'embauche d'à peine 43 salariés, même pas la moitié de l'effectif ! Et pour comble, au départ, Bradford avait même prévu de reprendre le directeur soupçonné d'être le responsable de la mauvaise gestion. Mais devant la réprobation générale du personnel, il abandonnait prudemment cette idée. Quant à l'ancien patron il continuera tranquillement à faire d'autres mauvais coups ailleurs sans être aucunement inquiété.

Mais les travailleurs de la SEPA ne l'entendent pas ainsi. Ils font parler d'eux dans la région. Leur occupation a le soutien de la population. Coups de klaxons et signes de soutien des automobilistes qui passent devant l'entreprise, aides financières et diverses des amis et des parents des grévistes. Les commerçants aussi apportent de quoi tenir le coup. Tout cela fait chaud au cœur.

Le préfet de Nancy, que les grévistes ont rencontré, se dit «solidaire». Peut-être, mais il ne va pas jusqu'à déclarer qu'il interdira les licenciements dans son département. Et quelle ne fut pas notre surprise dimanche dernier de voir arriver le chauffeur du préfet avec quelques petits fours venant de la réception qu'il donnait à l'occasion des cérémonies du 14 juillet. Se prendrait-il pour une dame patronnesse ?

Aujourd'hui, mardi 15 juillet nous devions rencontrer des représentants de Bradford : nous n'avons eu aucune nouvelle. Nous en sommes là pour l'instant mais nous sommes bien décidés à continuer à occuper l'usine tant qu'il n'y aura aucune avancée.

Dans les entreprises

Alcatel-Câble
Les-Salles-de-Gardons
(Région d'Alès)

LE PLAN SOCIAL EST REPOUSSÉ JUSQU'EN SEPTEMBRE

Après 36 jours de grève, mardi 15 juillet, nous sommes rentrés tous ensemble à l'usine, toutes équipes confondues.

Lors de la réunion du Comité central d'entreprise, le mardi 8 juillet, le plan social a été repoussé jusqu'au début septembre où sera réexaminée la situation de l'usine des Salles-du-Gardons. Pour nous, c'est un demi succès qu'il faut transformer en septembre si des licenciements sont maintenus.

La grève est restée jusque-là largement majoritaire, à plus de 75%. Seuls les cadres et une partie de la maîtrise sont rentrés le jeudi 10 juillet tandis que se poursuivaient les négociations sur les conditions de la reprise.

La direction a mis un point d'honneur à ne pas payer les jours de grève et n'a cédé que sur une heure et demi, elle a transigé sur la prime de… présentéisme et de résultat. Le total de ce qui sera payé pour les 36 jours de grève est de l'ordre de 3 200 F, soit environ un demi salaire mensuel. Bien sûr, c'est loin de suffire, mais nous avons tenu à rentrer tous ensemble en manifestant pour affirmer que nous n'accepterions aucun licenciement.

En septembre, il nous faudra recommencer si le plan social maintient des licenciements. L'expérience de la première phase du conflit nous a permis de voir notre force, notre détermination et notre unité, mais aussi nos faiblesses, notre manque d'organisation, de tenues d'assemblées générales, de préparation collective, de liens avec les entreprises de la région ou encore des autres usines d'Alcatel.

Si nous savons tirer toutes les leçons de cette première lutte nous serons bien plus forts pour la mener à bien dès septembre s'il le faut!

Hôpital Esquirol
Limoges

LA RÉSISTANCE A PAYÉ… MAIS LE COMPTE N'Y EST TOUJOURS PAS

Sous prétexte de l'ouverture d'une maison d'accueil spécialisée, avec du personnel et 40 malades de l'hôpital, la direction veut imposer une nouvelle grille de travail pour nous faire travailler plus longtemps.

Avec la grille actuelle le personnel a environ 122 repos par an, le temps de repas est compris sur le temps de travail, les récupérations des jours fériés ne sont pas imposées dans le roulement.

La grille de la direction a 104 repos seulement, un quart d'heure de décompté pour le temps de repas, tout le monde travaille le mercredi, les fériés sont imposés dans le roulement… et pour faire passer la pilule la direction accorde trois fériés supplémentaires.

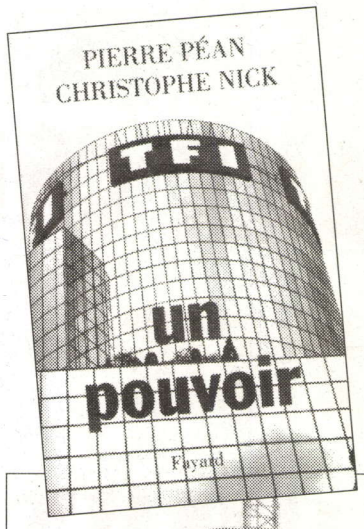
En janvier, 17 agents concernés sur 19 contactés (en tout il y aura 31 soignants) envoient une pétition au directeur des ressources humaines (DRH) pour demander le maintien de la grille 4/2 (grille actuelle). Lors d'un comité technique d'établissement un rassemblement de 50 personnes envahit la réunion pour protester sur différents problèmes dont cette fameuse grille.

Début juillet, 21 agents sur 25 qui ont pu se contacter ont signé une nouvelle pétition pour le maintien de la grille 4/2 avec le temps de repas compris sur le temps de travail.

Cette pétition est remise lors d'une réunion avec le DRH et les syndicats. Après une heure de discussion le DRH accorde… 10 jours de repos supplémentaires pour compenser le quart d'heure du repas!

Comme quoi, il y avait bien un problème. Mais il manque encore au moins 5 repos par rapport à la grille 4/2. Affaire à suivre…

Lire



TF1 Un pouvoir

de Pierre Péan et Christophe Nick

AFP

Bouygues au sommet de l'Arche de la Défense d'où il assiste au journal de 13h d'Yves Mourousi.

Pierre Péan, auteur de nombreux ouvrages d'investigation, a voulu cette fois montrer le dessous des cartes dans les rapports compliqués et nullement désintéressés qui unissent TF1, le groupe Bouygues qui en est le propriétaire, et les hommes politiques.

Comme le rappelle Péan, publique ou privée, la télévision ne fut jamais libre. Simplement, jusqu'aux privatisations des années 80, elle fut l'auxiliaire fidèle du seul pouvoir politique en place. Pas un soldat français blessé ou mort ne fut montré sur le petit écran sous les gouvernements de la Quatrième République qui commencèrent la sale guerre d'Algérie. Avec l'arrivée de De Gaulle pour onze ans, ce contrôle prit même une forme caricaturale alors que l'audience de la télévision se développait : tous les matins, les représentants de chaque ministre se réunissaient sous la direction d'Alain Peyrefitte pour décider ce qui devait être dit au journal télévisé.

Sous Pompidou et Giscard, la mainmise du pouvoir passa par les journalistes eux-mêmes, supposés capables de trouver tout seuls ce qu'il fallait dire sans qu'on ait besoin de le leur dicter. On vit apparaître dans les journaux télévisés Yves Mourousi, ancien responsable des jeunes gaullistes de l'UJP, et Patrick Poivre d'Arvor qui venait, lui, des jeunes giscardiens.

L'arrivée au pouvoir de François Mitterrand en 1981 ne changea pas profondément cette situation. La gauche avait un discours tellement peu différent de celui de la droite! C'était l'époque où l'une des émissions phares de TF1 était *Ambition* de Bernard Tapie ou comment créer son entreprise en une soirée, tandis que sur A2 on programmait une émission intitulée *Vive la crise* avec Yves Montand! Tout un programme!

En fait, c'est la perspective du retour d'une majorité de droite en 1986 qui allait donner le signal des premières privatisations dans l'audiovisuel. Mitterrand, disent les auteurs, était inquiet de l'utilisation qui pourrait être faite contre lui de la télévision. Il tenta d'y parer en créant trois chaînes privées et en les remettant entre les mains de capitalistes réputés alliés à la gauche : ce furent la Cinquième, Canal + et la 6. A peine à Matignon, Chirac surenchérit. Puisque Mitterrand voulait des télés privées, on allait voir ce qu'on allait voir. Du coup, ce fut la première chaîne, de loin la plus regardée, qui devint privatisable.

Et justement Bouygues était à l'affût. Le roi du béton avait fait fortune dans les années 60 sur la base des grands chantiers et des commandes de l'État et sa technique pour enlever les contrats était à toute épreuve : mettre les hommes politiques dans sa poche, au besoin en mettant quelques billets dans la leur, faire des prix assez bas pour emporter le marché… puis exploiter toutes les failles juridiques pour obtenir des rallonges considérables.

Méprisant profondément les hommes politiques, convaincu par son expérience que la seule question pour les acheter était «à quel prix», Bouygues, expliquent Pierre Péan et Christophe Nick, voyait dans TF1 un moyen d'arroser les politiciens, de les rendre dépendants de lui pour leur carrière. Un passage à «7 sur 7» ou au journal de 20h vaut bien des enveloppes. C'est pour obtenir ce «pouvoir d'influence», comme il dit, que Bouygues allait se payer TF1 : pour y faire passer les hommes politiques prêts à lui renvoyer l'ascenseur.

Tout cela sur fond de «coups médiatiques» et de désinformation, comme pendant la guerre du Golfe où TF1 en rajouta encore sur l'aplatissement général des journalistes devant les militaires en surenchérissant sur le sensationnel, quitte à inventer. «*On n'envoie pas un journaliste dans le désert pour qu'il dise qu'il ne se passe rien*» expliquait alors un des responsables de la chaîne. Tout est permis pour augmenter l'audimat.

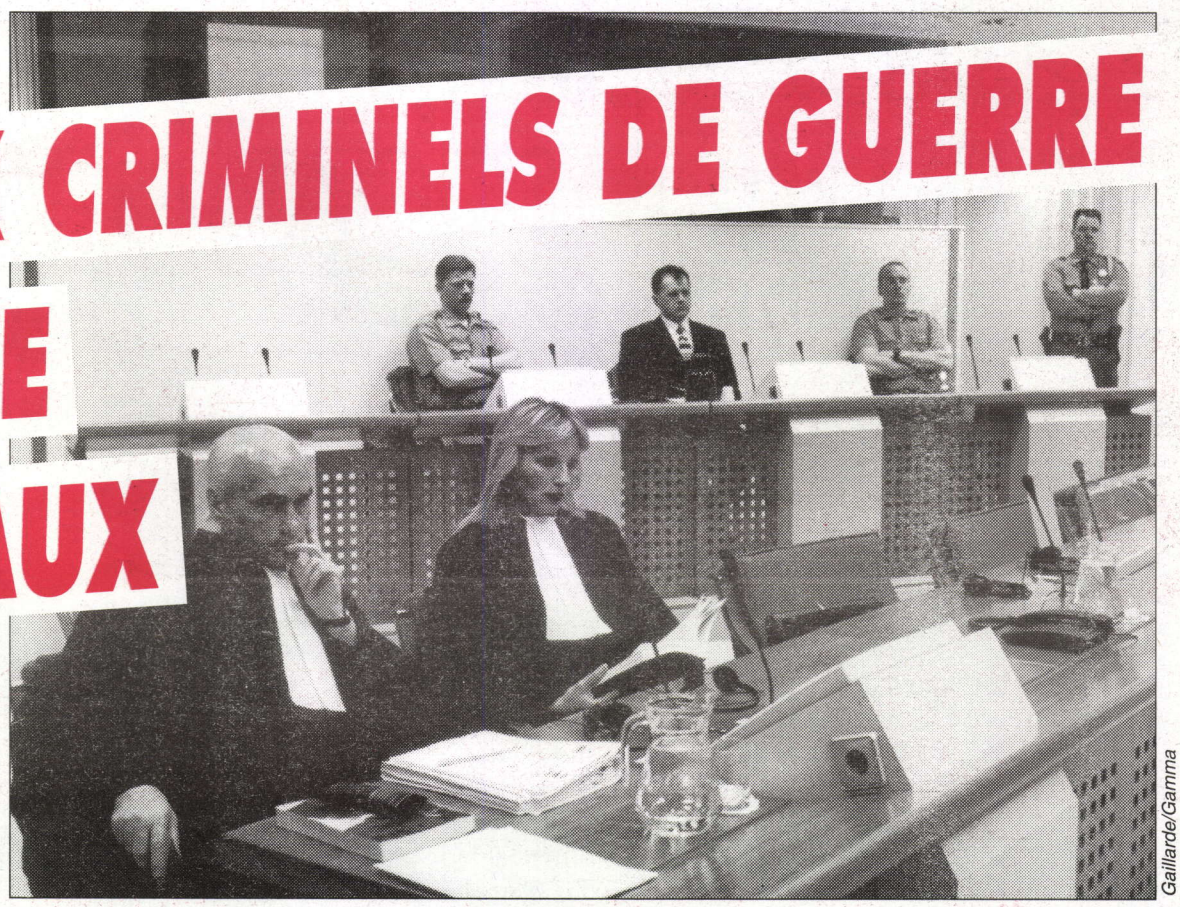
C'est tout ce «système Bouygues» que décrivent Pierre Péan et Christophe Nick. Cela donne un livre fourmillant de détails intéressants, même si parfois l'enchevêtrement et la complexité des clans journalistiques décrits, des coteries politiques et des intérêts capitalistes qui s'agitent derrière le petit écran le rendent un peu difficile à lire.

Daniel MESCLA

TF1 : Un pouvoir
de Pierre Péan et Christophe Nick –
160 F – Éditions Fayard

Bosnie

LA CHASSE AUX CRIMINELS DE GUERRE ET L'HYPOCRISIE DES OCCIDENTAUX



Gaillarde/Gamma

Comparution d'un général croate (au centre) devant le tribunal de la Haye. Mais combien de criminels et tortionnaires français de la guerre d'Algérie et américains du Vietnam vivent toujours en toute impunité ?

Cette semaine, par deux fois, les Occidentaux ont fait revenir la Bosnie dans l'actualité. D'abord en faisant intervenir des éléments de la force multinationale, à l'encontre de deux criminels de guerre serbes recherchés par le Tribunal pénal international de la Haye, ensuite en condamnant par ce même Tribunal un autre Serbe accusé de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre.

Que des tortionnaires, des criminels soient ainsi poursuivis et condamnés, bien peu le déploreront, excepté peut-être quelques dirigeants nationalistes qui restent aux commandes des régions qu'il ont conquises lors du démembrement de l'ex-Yougoslavie. Non parce qu'ils craignent qu'un sort identique leur soit réservé, mais simplement parce qu'ils se doivent de ne pas lâcher – du moins publiquement – les bourreaux dont ils se sont servis pour asseoir leur pouvoir.

Mais dans ces procès et autres actions commandos, il y a une hypocrisie certaine de la part des gouvernants occidentaux. Durant des années ils ont laissé se perpétrer les crimes de l'« épuration ethnique », se contentant de brandir un nombre impressionnant de traités de paix qui, à chaque fois, avalisaient les rapports de forces tels qu'ils se dessinaient sur le terrain entre bandes nationalistes rivales.

Et puis, pour parvenir aux accords de Dayton, les dirigeants américains, britanniques ou français n'ont-ils pas traité avec bon nombre de ces criminels, dont Ratko Mladic, ce général qui durant un an a entretenu des relations suivies avec les représentants de l'OTAN, avant d'abandonner ses fonctions de commandant de l'armée serbe de Bosnie ?

Alors, plus qu'une prétendue défense des droits de l'homme, ce sont d'autres motivations qui guident les Occidentaux. Ils soutiennent aujourd'hui la présidente des Serbes de Bosnie qui a remplacé à ce poste Karadzic, de sinistre mémoire. Seulement, dans le camp des nationalistes, les uns ne valent pas mieux que les autres, et l'actuelle présidente ne s'est jamais distinguée dans le passé par des prises de positions différentes de son prédécesseur. En particulier, elle a toujours défendu l'« épuration ethnique » estimant qu'il s'agissait là d'un « *phénomène naturel* ». Soutenir un clan nationaliste contre un autre clan nationaliste qui ne vaut guère mieux, voilà ce que les Occidentaux ont toujours fait et continuent d'ailleurs à faire.

Quoi d'étonnant à cela ? Si les impérialistes étaient si prompts à défendre les valeurs dont ils se targuent, ils en auraient eu à maintes reprises l'occasion, par exemple contre les criminels nazis dont beaucoup ont coulé une douce retraite en Amérique latine à l'ombre des dictatures, ou même aux Etats-Unis. Sans parler de tous ces criminels qui se sont illustrés dans les guerres coloniales, en Indochine, à Madagascar, en Algérie, au Vietnam, aux Indes, en Angola… qui ont martyrisé les peuples, massacré, torturé et qui aujourd'hui sont respectés dans leur pays respectif.

En Bosnie, pas plus qu'ailleurs, les impérialistes ne défendent des valeurs de l'humanité. Ils y préservent tout au plus leurs intérêts, quitte pour ce faire à devoir choisir parmi toutes les crapules celle qui peut le mieux les représenter.

Georges LATTIER

Albanie

ÉLECTIONS ET INTERVENTION « HUMANITAIRE »

Le deuxième tour des élections législatives en Albanie a confirmé, dimanche 6 juillet, la large victoire du Parti Socialiste (ex-PC) de Fatos Nano sur le Parti Démocratique du président Berisha. La grande presse, en France, s'est réjouie du fait que les élections s'étaient passées dans un climat relativement calme… dans un pays où le soulèvement populaire du début du mois de mars a pratiquement partout balayé l'appareil d'État, pénétrant les casernes, s'emparant des armes là où les soldats ne les livraient pas spontanément.

De ce point de vue, ces élections législatives ne constituent que la deuxième étape d'une tentative de normalisation de la situation en Albanie. La première étape en avait été le débarquement, le 11 avril dernier, d'une force internationale sous le commandement militaire italien, comportant 6 000 soldats, dont près de 1 000 français. La mission officielle de ces troupes était l'acheminement de l'aide humanitaire. La mission réelle était, non d'aider la population pauvre, mais de travailler, contre elle, à restaurer l'appareil d'État albanais, et au moins d'occuper les grandes villes, les ports, les voies de communication les plus importantes, le temps que se dégage une force politique autochtone apte à remplir cette tâche.

Mais la large victoire du Parti Socialiste ne garantit pas le succès de l'opération. Sali Berisha, le président actuel, et le Parti Démocratique étaient profondément déconsidérés en raison de leurs liens avec les affairistes qui ont ruiné en quelques mois des centaines de milliers d'Albanais déjà bien pauvres, crise directement à l'origine du soulèvement de mars dernier. Mais il n'est pas dit que la victoire du Parti Socialiste, issu du Parti du Travail albanais du temps d'Enver Hodja, soit plus qu'une victoire par défaut et qu'elle lui donne l'autorité nécessaire pour entamer le désarmement de la population et la restauration de la police et de l'armée.

Les troupes occidentales vont donc sans doute rester un bon moment encore en Albanie. Elles essayent de ne pas jouer un rôle trop voyant, afin d'éviter de se retrouver directement impliquées dans des combats avec tous les risques d'enlisement que cela comporte. Mais elles sont prêtes malgré tout et veillent au grain. Les puissances impérialistes sont particulièrement inquiètes des risques d'extension des révoltes et des conflits dans cette région de l'Europe, et leurs troupes sont là pour garantir leurs intérêts.

De l'Afrique occidentale à la Somalie et de la Somalie à l'Albanie, le prétexte de l'intervention « humanitaire » a décidément bon dos.

P. L.

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995